

A unique integrated platform
for Brain and Spine
Minimally Invasive Surgeries



medtech
INNOVATIVE SURGICAL TECHNOLOGY

**Rapport financier semestriel
au 31 décembre 2013**



Société anonyme au capital de 597 165,25 €
Siège social : 1 chemin de Borie, 34170 Castelnau Le Lez
RCS de Montpellier 442 896 015

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 31 Décembre 2013

Table des matières

<u>1</u>	<u>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITES</u>	<u>4</u>
1.1.	MEDTECH EN QUELQUES MOTS	4
1.2.	DESCRIPTION DES FAITS MARQUANTS ET DE L'ACTIVITE DE MEDTECH PENDANT LE 1 ^{ER} SEMESTRE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013, ET POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE	
1.2.1	CHANGEMENT DE STATUT JURIDIQUE	5
1.2.2	DIVISION DE LA VALEUR NOMINALE DES ACTIONS	5
1.2.3	INTRODUCTION SUR LE MARCHE REGLEMENTE NYSE EURONEXT A PARIS	6
1.2.4	AUGMENTATION DE CAPITAL	6
1.2.5	PHASE D'ESSAIS CLINIQUES POUR ROSA TM SPINE	6
1.2.6	RENFORCEMENT DU MANAGEMENT	6
1.2.7	CONTRAT DE LIQUIDITE	
1.3.	EVOLUTION ET PERSPECTIVES	6
1.4.	EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DU SEMESTRE	7
1.5.	RISQUES ET INCERTITUDES – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	7
1.6.	SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS : COMMENTAIRES SUR LES DONNEES CHIFFREES	7
<u>2</u>	<u>COMPTES SEMESTRIELS AU 31 DECEMBRE 2013</u>	<u>8</u>
2.1	COMPTE DE RESULTAT	8
2.2	BILAN	9
2.3	Annexe des comptes	9
<u>4.</u>	<u>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE</u>	<u>29</u>
<u>5.</u>	<u>DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</u>	<u>31</u>

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITES

1.1. MEDTECH EN QUELQUES MOTS

Le cerveau et le rachis sont des parties de l'organisme de l'être humain indispensables à son bon fonctionnement. Le cerveau reçoit des informations, les traite pour en faire une pensée et assurer le comportement sous forme de mouvements. Le rachis, lui, permet d'absorber les ondes de choc engendrées par la marche pour supporter le poids et les mouvements du corps. Ces parties de l'organisme sont parfois touchées par des pathologies diverses et complexes dont certaines peuvent être traitées par une intervention chirurgicale. Il faut distinguer la neurochirurgie crânienne et la neurochirurgie rachidienne. Ces disciplines présentent toutes les deux des difficultés certaines. Pour accéder aisément aux organes et aux tissus, la chirurgie traditionnelle impose de faire des incisions larges ce qui a des conséquences non négligeables pour le patient (temps de récupération long, cicatrices, douleurs, etc.). La chirurgie mini-invasive, quant à elle, permet au chirurgien d'atteindre sa cible par des incisions de l'ordre du centimètre grâce à l'utilisation d'instruments longs et fins, couplés à un système d'imagerie. Contrairement à la chirurgie « à ciel ouvert », cette technique chirurgicale limite le traumatisme opératoire et favorise des temps de récupération plus courts. Les équipes chirurgicales dédiées au cerveau et au rachis sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses à opter pour ce type d'intervention, moyennant une formation spécifique. Le geste du chirurgien peut être guidé par un système de navigation. Mais cette solution ne répond que partiellement aux problématiques de la chirurgie mini-invasive. En effet les systèmes de navigation nécessitent un positionnement manuel des instruments ce qui implique souvent un manque de précision et plus de temps pour effectuer l'intervention. Une assistance robotisée contribue au contraire significativement à résoudre les difficultés exposées précédemment en :

- sécurisant et en fiabilisant le geste opératoire,
- offrant une planification détaillée de l'acte à partir de données préopératoires et intra opératoires,
- manipulant précisément l'instrument chirurgical,
- localisant avec précision la cible à traiter,
- simplifiant l'intervention grâce à une moindre utilisation de systèmes d'imagerie per opératoire (moins d'exposition aux rayons X).

Medtech est une société spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes de dispositifs robotiques innovants d'assistance à la chirurgie dans les domaines de la chirurgie crânienne (ROSA™ *Brain*) et du rachis (ROSA™ *Spine*). La croissance de l'entreprise Medtech s'inscrit dans la tendance globale de succès de la robotique chirurgicale car elle a été fondée et s'est développée selon une idée simple : offrir à la chirurgie de nouvelles possibilités en favorisant l'approche mini-invasive grâce à l'outil robotique.

ROSA™ *Brain* est une plateforme robotisée d'assistance au guidage d'instruments en neurochirurgie crânienne (aiguille à biopsie, endoscope, exoscope, laser...) permettant de :

- Optimiser la réalisation de l'acte chirurgical,
- Apporter un regain de précision et de sécurisation réduisant les risques per et post opératoires encourus par le patient,
- Faciliter la procédure chirurgicale (réduction du temps opératoire),
- Ouvrir de nouvelles perspectives d'approches chirurgicales.

Medtech a reçu les autorisations de mise sur le marché pour le dispositif ROSA™ *Brain* au niveau européen (marquage CE) et américain (FDA), ainsi qu'au Canada (Chine et Russie en cours).

ROSA™ *Spine*, en cours de développement par Medtech depuis 2011, est une application dévolue à la chirurgie mini-invasive du rachis. Cette plateforme robotisée permettra notamment d'assister des gestes opératoires en améliorant la précision et la sécurité. Concernant le dispositif ROSA™ *Spine*, Medtech anticipe une obtention des autorisations de mise sur le marché au second semestre 2014 s'agissant de l'Europe (marquage CE), et au second semestre 2015 s'agissant des Etats-Unis (FDA).

Le tableau ci-dessous résume les robots produits ou en voie d'être produits par Medtech.

Robot	Domaine d'application	Stade de développement	Nombre de robots installés dans le monde
ROSA™ <i>Brain</i>	Chirurgie crânienne	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Marquage CE obtenu ▫ Autorisation FDA obtenue ▫ Autorisation Health Canada obtenue 	21
ROSA™ <i>Spine</i>	Chirurgie du rachis	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Marquage CE prévu au S2 2014 ▫ Autorisation FDA prévue au S2 2015 	0

1.2. DESCRIPTION DES FAITS MARQUANTS ET DE L'ACTIVITE DE MEDTECH PENDANT LE 1^{ER} SEMESTRE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013, ET POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE

1.2.1 Changement de statut juridique

En date du 1^{er} octobre 2013, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de transformer la société en Société anonyme à conseil d'administration.

1.2.2 Division de la valeur nominale des actions

En date du 1^{er} octobre 2013, l'assemblée générale extraordinaire a décidé la division par 20 du nominal des 82 396 actions composant le capital social qui était de 5 euros.

A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, le capital social, qui était fixé à la somme de 411 980 euros, était composé de 1 647 920 actions de 0,25 euro chacune.

1.2.3 Introduction sur le marché réglementé NYSE EURONEXT à Paris

En date du 1^{er} octobre 2013, l'assemblée générale extraordinaire a approuvé le principe d'admission des actions de la société sur le marché réglementé NYSE EURONEXT à Paris.

1.2.4 Augmentation de capital

En date du 27 novembre 2013, la société a procédé à une augmentation de capital en numéraire, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public, par l'émission de 740 741 actions nouvelles au prix de 27 €, soit un montant total de 20 000 007 €, correspondant à un nominal de 185 185,25 € et une prime d'émission de 19 814 821,75 €.

A la clôture du premier semestre de l'exercice, la société dispose de fonds propres positifs à hauteur de 17 969 842 €.

1.2.5 Phase d'essais cliniques pour ROSA™ Spine

Les premiers essais cliniques de ROSA™ Spine, nouveau robot destiné à l'assistance et au guidage du geste chirurgical pour les opérations du rachis, ont débuté conformément aux prévisions, au mois de septembre 2013. Cette phase d'essais cliniques, préalable à l'obtention de la certification CE, a été concluante et ses résultats seront communiqués prochainement.

1.2.6 Renforcement du management

La société a renforcé son équipe de direction avec l'arrivée en date du 2 décembre 2013 de Monsieur Christophe Sibillin au poste de Directeur Administratif et Financier.

1.2.7 Contrat de liquidité

En date du 23 décembre 2013, il a été mis en œuvre un contrat de liquidité avec la société de bourse ODDO Corporate Finance pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

1.3. EVOLUTION ET PERSPECTIVES

En raison du cycle des commandes d'équipement des centres hospitaliers, Medtech anticipe une plus forte activité sur le second semestre de son exercice.

Conformément au plan de développement, le renforcement des forces de ventes internationales a débuté en 2014, avec le recrutement d'un directeur des ventes sur la zone UK et d'un directeur des ventes sur la zone Scandinavie.

1.4. EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DU SEMESTRE

Il n'est survenu aucun événement postérieur à la clôture du semestre.

1.5. RISQUES ET INCERTITUDES – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les facteurs de risques affectant la société ont été présentés au chapitre 4 du document de base enregistré le 28 octobre 2013 par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le numéro I.13-048.

Depuis la levée de fonds effectuée à l'occasion de son introduction en bourse, les risques décrits dans le document de base n'ont pas évolué défavorablement, le risque financier ayant lui-même évolué favorablement compte tenu de l'augmentation de capital résultant de l'introduction en bourse.

Aucune opération avec les parties liées n'est à mentionner.

1.6. SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS : COMMENTAIRES SUR LES DONNEES CHIFFREES

Medtech a réalisé au premier semestre de son exercice fiscal 2013/2014 un chiffre d'affaires de 740 K€ en progression de 53% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

L'augmentation du parc de robots correspond à la vente de 2 nouveaux équipements ROSA™, portant ainsi la base installée à 21 unités, dont 10 en Europe, 5 aux USA/Canada, et 6 sur le reste du monde.

En conséquence du développement du parc d'équipements sous contrat de maintenance, les ventes de service atteignent 100 K€ sur le semestre, alors que les ventes de consommables se portent à 16 K€.

Durant la même période, la société a vu ses charges d'exploitation passer de 1 348 K€ à 1 933 K€, soit une augmentation de 43 %. Cette augmentation correspond essentiellement à la mise en œuvre de la stratégie de la société avec le recrutement de nouveaux collaborateurs, les frais de personnel passant de 413 K€ à 809 K€. Les effectifs de la société sont passés de 17, fin décembre 2012, à 21 fin décembre 2013.

Par ailleurs, les frais de déplacement ont aussi augmenté durant la période, passant de 68 K€ à 190 K€, cette augmentation étant liée aussi bien au déploiement commercial, qu'au projet d'introduction en bourse de la société, ayant nécessité des déplacements importants des dirigeants de la société auprès des investisseurs et conseils.

Le résultat financier déficitaire de 34 K€ au 31 décembre 2013 correspond aux pertes de change générées ou provisionnées sur la période.

Le résultat exceptionnel de 8 K€ provient de la cession d'un véhicule de société réalisée durant la période.

Enfin, compte tenu de l'activité de Recherche et Développement de la société, le montant de l'assiette des dépenses éligibles au Crédit d'Impôt Recherche pour l'année 2013 s'élève à 833 K€, pour un crédit d'impôt comptabilisé sur la période de 250 K€. Le produit du crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2012, comptabilisé dans les comptes annuels au 30 juin 2013 pour 266 K€, n'a pas été remboursé à la société au cours du second semestre 2013.

2 COMPTES SEMESTRIELS AU 31 DECEMBRE 2013

2.1 COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	31/12/2013 (6 mois)	31/12/2012 (6 mois)	30/06/2013 (15 mois)
Ventes de marchandises	17	5	26
Production vendue	623	371	1 550
Production vendues services	100	108	243
<i>Chiffres d'affaires nets</i>	740	483	1 819
Production stockée	39	52	66
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges	11	1	1
Autres produits	0	0	0
<i>Total des produits d'exploitation</i>	790	536	1 886
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	0	5	45
Autres achats et charges externes	1 028	893	2 235
Impôts, taxes et versements assimilés	23	9	36
Salaires et traitements	587	286	900
Charges sociales	222	127	419
Dotations aux amortissements sur immobilisations	37	21	110
Dotations aux provisions pour risques et charges	27	0	0
Autres charges	8	7	19
<i>Total des charges d'exploitation</i>	1 933	1 348	3 764
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 1 143	- 811	- 1 878
Produits financiers	1	1	2
Charges financières	- 35	- 34	- 63
<i>RESULTAT FINANCIER</i>	- 34	- 33	- 61
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 1 177	- 845	- 1 939
Total des produits exceptionnels	18	0	10
Total des charges exceptionnelles	- 10	- 52	- 72
<i>RESULTAT EXCEPTIONNEL</i>	8	- 52	- 62
Impôts sur les bénéfices	- 250	- 266	- 266
RESULTAT NET	- 919	- 631	- 1 735

2.2 BILAN

Bilan Actif	31/12/2013	30/06/2013
(en milliers d'euros)	(6 mois)	(15 mois)
	Net	Net
Concessions, brevets, droits similaires	63	68
Constructions	13	14
Installations techniques, matériel et outillage	76	24
Autres immobilisations corporelles	32	26
Immobilisations en cours	84	0
Autres participations	4	4
Créances rattachées à des participations	393	0
Autres immobilisations financières	309	9
<i>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</i>	<i>974</i>	<i>145</i>
Stocks	168	129
Avances et acomptes versés sur commandes	5	2
Clients et comptes rattachés	1 116	776
Fournisseurs débiteurs	2	
Etat, impôts sur les bénéfiques	527	271
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	274	173
Autres	44	16
Disponibilités	17 012	576
Charges constatées d'avance	262	330
<i>TOTAL ACTIF CIRCULANT</i>	<i>19 411</i>	<i>2 273</i>
Ecarts de conversion actif	13	
<i>TOTAL ACTIF</i>	<i>20 398</i>	<i>2 418</i>
Bilan passif		
	Net	Net
Capital	597	412
Primes d'émission, de fusion, d'apport,...	20 460	2 489
Réserve légale	5	5
Report à nouveau	- 2 173	- 437
Résultat de l'exercice	- 920	- 1 736
<i>TOTAL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>17 970</i>	<i>734</i>
Avances conditionnées	500	600
<i>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</i>	<i>500</i>	<i>600</i>
Provisions pour risques	93	52
<i>TOTAL PROVISIONS</i>	<i>93</i>	<i>52</i>
Emprunts et dettes financières - Autres	412	446
Fournisseurs et comptes rattachés	1 075	319
Dettes fiscales et sociales	176	239
Autres Dettes		5
Produits constatés d'avance	172	23
<i>TOTAL DETTES</i>	<i>1 835</i>	<i>1 032</i>
<i>Ecart de conversion passif</i>		
<i>TOTAL PASSIF</i>	<i>20 398</i>	<i>2 418</i>

2.3 ANNEXE DES COMPTES

Préambule

L'annexe a été établie pour l'arrêté des comptes semestriels du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2013.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes semestriels.

NOTE | 1 Faits caractéristiques de la période

Changement de statut juridique

En date du 1^{er} octobre 2013, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de transformer la société en Société anonyme à conseil d'administration.

Division de la valeur nominale des actions

En date du 1^{er} octobre 2013, l'assemblée générale extraordinaire a décidé la division par 20 du nominal des 82 396 actions composant le capital social qui était de 5 euros.

A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, le capital social, qui était fixé à la somme de 411 980 euros, était composé de 1 647 920 actions de 0,25 euro chacune.

Introduction sur le marché réglementé NYSE EURONEXT à Paris

En date du 1^{er} octobre 2013, l'assemblée générale extraordinaire a approuvé le principe d'admission des actions de la société sur le marché réglementé NYSE EURONEXT à Paris.

Augmentation de capital

En date du 27 novembre 2013, la société a procédé à une augmentation de capital en numéraire, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public, par l'émission de 740 741 actions nouvelles au prix de 27 €, soit un montant total de 20 000 007 €, correspondant à un nominal de 185 185,25 € et une prime d'émission de 19 814 821,75 €.

A la clôture du premier semestre de l'exercice, la société dispose de fonds propres positifs à hauteur de 17 969 842 €.

Contrat de liquidité

En date du 23 décembre 2013, il a été mis en œuvre un contrat de liquidité avec la société de bourse ODDO Corporate Finance pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Crédit d'impôt recherche

Au titre de l'année civile 2013, il a été estimé que la société bénéficierait d'un crédit d'impôt recherche de 250 K€. Le produit du crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2012, comptabilisé dans les comptes annuels au 30 juin 2013 pour 266 K€, n'a pas été remboursé à la société au cours du second semestre 2013.

NOTE | 2 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice.

NOTE | 3 Continuité d'exploitation

Le principe de continuité de l'exploitation a été retenu par la direction de la société compte tenu des éléments et hypothèses structurantes suivants :

La situation déficitaire historique de la société s'explique par le caractère innovant des produits développés, impliquant ainsi une phase de recherche et de développement de plusieurs années. La société est aujourd'hui entrée dans une phase de commercialisation active de ses produits ;

La trésorerie disponible au 31 décembre 2013 de 16 990 K€, le chiffre d'affaires prévisionnel, les versements attendus d'OSEO à hauteur de 300 K€ et le remboursement du crédit d'impôt recherche 2012 pour 266 K€ devraient permettre à la société de couvrir ses besoins de trésorerie au cours des 12 prochains mois.

NOTE | 4 Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, en accord avec les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels en vigueur en France, et conformément aux hypothèses de base :

continuité d'exploitation,
permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Stocks de matériels et fournitures : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Frais de développement :

La société comptabilise directement en charges les frais de développement engagés au cours de l'exercice.

Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement, ou à leur prix de revient pour les immobilisations produites en interne. Les valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles sont dépréciées lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

immobilisations décomposables : la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels informatiques	1 an
Concessions brevets licences	de 3 à 5 ans
Installations Agencements Constructions	10 ans
Matériel industriel	de 3 à 5 ans
Prototypes expérimentaux Rosa	de 3 à 5 ans
Matériel R&D	5 ans
Moules ROSA™ Spine	30 mois
Installations Agencements Divers	de 5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau & informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	5 ans

Immobilisations financières :

Les participations et autres titres immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition, les frais accessoires d'acquisition sont comptabilisés en charges. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances comprennent la valeur nominale du crédit d'impôt recherche (CIR) qui est enregistrée à l'actif sur l'exercice d'acquisition correspondant à l'exercice au cours duquel les dépenses éligibles donnant naissance au crédit d'impôt ont été engagées.

Elles comprennent également la valeur nominale du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui est enregistrée à l'actif sur l'exercice d'acquisition correspondant à l'exercice au cours duquel la masse salariale éligible donnant naissance au crédit d'impôt a été engagée.

Opérations en devises étrangères :

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances et les dettes en devises étrangères existantes à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La différence de conversion est inscrite au bilan dans les postes « écarts de conversion » actifs et passifs.

Avances conditionnées :

Les avances conditionnées sont inscrites au bilan lorsque l'ensemble des conditions d'obtention ont été correctement respectées.

Les avances remboursables en totalité sont inscrites en autres fonds propres et les dépenses engagées sur les projets sont comptabilisées en charges d'exploitation. En cas d'échec du projet financé, une demande de constatation d'échec est formulée auprès de l'organisme financeur. Si elle aboutit, l'abandon de créance est constaté en produit exceptionnel dès réception de l'acceptation du constat d'échec.

(Cf. Note 15)

Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour la société. Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables établies par la direction.

(Cf. Note 16).

Charges de sous-traitance et études externes :

Le stade d'avancement des contrats de sous-traitance à des tiers de certaines prestations de recherche, ainsi que celui des études externes conduites dans le cadre de collaboration de recherche, est évalué à chaque clôture afin de permettre la constatation en charges à payer du coût des services déjà rendus à la société, et en charges constatées d'avance du coût des services déjà comptabilisés mais non encore réalisés dans leur intégralité.

Chiffre d'affaires :

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée lors de la livraison des robots.

Le revenu des contrats de maintenance est comptabilisé sur une base linéaire qui reflète la période couverte contractuellement.

NOTE | 5 Tableau de financement

Tableau des flux de trésorerie (en milliers d'euro)	31/12/2013 (6 mois)	30/06/2013 (15 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	- 920	-1 736
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements, dépréciations et provisions	78	177
Plus-values de cession, nettes d'impôt	- 1	- 10
Retraitement des frais de développement activés sur l'exercice	0	0
Marge brute d'autofinancement	- 843	-1 569
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	127	- 417
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 716	-1 986
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	- 876	- 81
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	11	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 865	- 81
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Apports en capital ou en comptes courants en numéraire	18 152	2 504
Emissions d'emprunts	0	586
Remboursement d'emprunts	- 139	- 656
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	18 013	2 433
Variation de trésorerie	16 432	367
Trésorerie d'ouverture	558	191
Trésorerie de clôture	16 990	558

NOTE | 6 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)	Brut au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences	149	6		155
Immobilisations en-cours				
TOTAL	149	6	0	155

Amortissement des immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)	Cumul au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumul à la fin de l'exercice
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences	81	11		92
Immobilisations en-cours				
TOTAL	81	11	0	92

NOTE | 7 Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)	Brut au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Inst. agenc. /constructions	16			16
Matériel industriel	4			4
Prototypes expérimentaux Rosa	280			280
Matériel R&D	5			5
Moules Rosa Spine		71		71
Instal. /agenc. divers	6			6
Matériel de transport	47		32	15
Matériel de bureau & informatique	48	4		52
Mobilier	6	18		24
Immo.Corporel. en cours		84		84
TOTAL	412	177	32	557

Amortissement des immobilisations corporelles (en milliers d'euros)	Cumul au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumul à la fin de l'exercice
Inst. agenc. /constructions	2	1		3
Matériel industriel	1			1
Prototypes expérimentaux Rosa	259	14		273
Matériel R&D	5			5
Moules Rosa Spine		5		5
Instal./agenc. divers	2			2
Matériel de transport	30	4	23	11
Matériel de bureau & informatique	44	1		45
Mobilier	6	1		7
TOTAL	349	26	23	352

NOTE | 8 Immobilisations financières

Immobilisations financières (en milliers d'euros)	Brut au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Titres de participations	4			4
Créances rattachées à part. groupe		393		393
Autres titres immobilisés	15			15
Dépôts et cautionnements	9			9
Créances diverses immobilisées		300		300
TOTAL	28	693	0	721

Les titres de participations comprennent les titres de la société MEDTECH SURGICAL INC pour un montant de 4 K€ représentant 100% du capital.

Les créances rattachées à des participations comprennent les avances versées à la filiale américaine MEDTECH SURGICAL INC.

Les autres titres immobilisés comprennent les titres de la société MAEGLIN SOFTWARE SAS pour un montant de 15 K€ représentant une participation inférieure à 1% du capital. Les titres de la société MAEGLIN SOFTWARE SAS ont été dépréciés à 100% suite à l'ouverture d'une procédure collective en date du 26/03/2013.

(Cf. Note 16)

Les créances diverses immobilisées comprennent les versements effectués, sur le contrat de liquidité, auprès de ODDO & Cie.

NOTE | 9 Etat des échéances des créances

Période de six mois close le 31 décembre 2013 :

Créances (en milliers d'euros)	Montant brut	Moins d'1 an	Plus d'1 an
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients	1 116	1 116	0
Etat, impôts et taxes	801	551	250
<i>Dont crédit d'impôt recherche</i>	<i>516</i>	<i>266</i>	<i>250</i>
<i>Dont crédit d'impôt CICE</i>	<i>11</i>	<i>11</i>	<i>0</i>
<i>Dont crédit de TVA</i>	<i>274</i>	<i>274</i>	<i>0</i>
Débiteurs divers	63	63	0
Charges constatées d'avance	262	149	113
Total de l'actif circulant	2 242	1 879	363
TOTAL	2 242	1 879	363

Exercice clos le 30 juin 2013 (15 mois) :

Créances (en milliers d'euros)	Montant brut	Moins d'1 an	Plus d'1 an
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients	776	776	0
Etat, impôts et taxes	444	444	0
<i>Dont crédit d'impôt recherche</i>	266	266	0
<i>Dont crédit d'impôt CICE</i>	5	5	0
<i>Dont crédit de TVA</i>	173	173	0
Débiteurs divers	18	18	0
Charges constatées d'avance	330	217	113
Total de l'actif circulant	1 568	1 455	113
TOTAL	1 568	1 455	113

Les créances d'impôt sur les bénéficiaires correspondent essentiellement au crédit d'impôt recherche. En l'absence de résultat imposable de la société, cette créance est remboursable l'année suivant celle de la constatation. Pour l'année 2012, le crédit d'impôt recherche s'élève à 266 K€. Concernant l'année 2013, le crédit d'impôt recherche s'élève à 250 K€.

Le crédit de TVA correspond au montant à recevoir de l'administration fiscale en lien avec les achats de biens et services effectués par la société. Les formalités relatives à la demande de remboursement du crédit de TVA ont été correctement réalisées.

NOTE | 10 Comptes de régularisation actif

Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)	31/12/2013 (6 mois)	30/06/2013 (15 mois)
Achats d'études et de prestations de services	188	263
Primes d'assurances	21	26
Autres	53	41
TOTAL	262	330

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants (en milliers d'euros)	31/12/2013 (6 mois)	30/06/2013 (15 mois)
Clients factures à établir	0	4
Total	0	4

NOTE | 11 Capitaux propres

Période de six mois close le 31 décembre 2013 :

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Valeur unitaire	Montant (en milliers d'euro)
[A] Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice			734
[B] Résultat de l'exercice			-920
[C] Augmentation de capital en numéraire			
<i>Dont variation du capital</i>	740 741	0,25	185
<i>Dont variation de la prime d'émission</i>	740 741	26,75	19 815
[D] Diminution de la prime d'émission par imputation des frais d'introduction en bourse			-1 844
[E] Capitaux propres à la clôture de l'exercice [A] + [B] + [C] + [D]			17 970

Exercice clos le 30 juin 2013 (15 mois) :

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Valeur unitaire (en euros)	Montant (en milliers d'euros)
[A] Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice			31
[B] Résultat de l'exercice			1 736
[C] Augmentation de capital en numéraire			
<i>Dont variation du capital</i>	12 656	5	63
<i>Dont variation de la prime d'émission</i>	12 656	193	2 438
[D] Capitaux propres à la clôture de l'exercice [A] + [B] + [C]			734

NOTE | 12 Capital

Catégorie d'actions	Valeur nominale (en euros)	Nombre de titres au 31/12/2013	% au 31/12/2013	Nombre de titres créés pendant l'exercice	Montant du capital social au 31/12/2013 (en milliers d'euros)
Actions ordinaires	0.25	2 388 661	100%	740 741	597
TOTAL					597

Actions de préférence AP1

En date du 1^{er} octobre 2013, la valeur nominale des actions a été fixée à 0,25 € et une action ancienne (ordinaire comme préférentielle) a donné 20 actions nouvelles.

Les 253 120 actions de préférence AP1 ont été converties en actions ordinaires lors de l'admission de la société sur le marché réglementé NYSE EURONEXT.

Répartition du capital et des droits de vote

Le tableau suivant résume la répartition du capital et des droits de vote au sein de la société à la clôture de l'exercice :

Principaux actionnaires	Catégories d'actions	% en capital au 31/12/2013	% en droits de vote au 31/12/2013
Fondateur	O	30,77%	30,77%
Management et autres personnes physiques	O	9,36%	9,36%
Investisseurs historiques	O	29,92%	29,92%
Flottant	O	29,95%	29,95%
TOTAL		100,00%	100,00%

O : actions ordinaires

NOTE | 13 Bons de souscription d'actions

Le tableau suivant présente l'état des bons de souscription d'actions (BSA) en cours de validité au 31 décembre 2013 :

BSA	Emis	Annulés	Exercés	Solde des bons exerçables	Dont souscrits	Dont non attribués	Caducités
AP1-BSA							
AG du 21/12/2012	253 120	253 120	0	0	0	0	0
Total BSA	253 120	253 120	0	0	0	0	0

Les bons de souscription d'actions sont devenus caducs lors de l'admission de la société sur le marché réglementé NYSE EURONEXT.

NOTE | 14 Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise

Le tableau suivant présente l'état des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) en cours de validité au 31 décembre 2013 et des informations complémentaires sur leur statut à cette date :

BSPCE	Emis	Annulés	Exercés	Solde des bons exerçables	Dont souscrits	Dont non attribués	Caducités
<u>BSPCE 10/11</u>							
AG du 23/04/2010	2 650	0	0	2 650	1 800	800	50
<u>BSPCE 07/13</u>							
AG du 26/07/2013	3 069	0	0	3 069			
Total BSPCE	5 719	0	0	5 719	1 800	800	50

Informations complémentaires sur les BSPCE :

BSPCE 10/11 :

L'assemblée générale extraordinaire du 23 avril 2010 a autorisé le Président à augmenter le capital d'un montant maximal de 13 250 euros correspondant à la souscription d'un maximum de 2 650 actions nouvelles de la société de 5 euros de valeur nominale chacune, du fait de tout ou partie de l'exercice de 2 650 BSPCE émis par la même assemblée.

En date du 13 octobre 2011, le Président a attribué 1 850 BSPCE sur les 2 650 BSPCE émis. Les 1 850 BSPCE ont été intégralement souscrits par les salariés.

Les BSPCE sont émis au bénéfice des salariés de la société et ils seront exerçables à l'issue d'un délai minimum de 3 ans à compter de leur attribution et au plus tard jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans.

Une salariée a quitté la société le 13 juillet 2012. Les 50 BSPCE lui ayant été attribués ont été annulés.

Chaque bon de souscription de parts de créateur d'entreprises, souscrit en date du 13 octobre 2011, donnera droit à la souscription de 20 actions de 0,25 euro chacune, au prix arrondi de 3,79 euros ; les conditions d'attribution desdits BSPCE et de souscription desdites actions sous-jacentes restent inchangées. En conséquence, les BSPCE seront exerçables selon les termes du contrat d'émission à compter du 13 octobre 2014 et ce jusqu'au 12 octobre 2016.

Ce plan pourrait entraîner la création d'un total maximum de 36 000 actions nouvelles si tous les droits correspondants étaient exercés.

BSPCE 07/13 :

Chaque bon de souscription de parts de créateur d'entreprises, émis en date du 26 juillet 2013, donnera droit à la souscription de 20 actions de 0,25 euro chacune, au prix arrondi de 9,62 euros ; les conditions d'attribution desdits BSPCE et de souscription desdites actions sous-jacentes restent inchangées.

Au 31 décembre 2013, aucun bon de souscription de parts de créateur d'entreprises n'a été attribué.

NOTE | 15 Avances conditionnées

Le détail des avances conditionnées est présenté ci-après :

Avances conditionnées (en milliers d'euros)	OSEO n°A1101005J	OSEO n°A0704009J	Total
Montant à l'ouverture de l'exercice	500	100	600
Versements obtenus			
Remboursements effectués		100	100
Abandons consentis de la part de l'organisme			
Montant à la clôture de l'exercice	500	0	500
Objet	Aide à l'innovation pour le projet MALIBU (développement d'une plateforme robotique d'assistance à la chirurgie rachidienne)	Aide à l'innovation pour le dispositif robotisé d'assistance à la neurochirurgie	
Avec ou sans intérêt	sans intérêt	sans intérêt	
Probabilité de remboursement	100%	100%	

La probabilité de remboursement des avances est fournie, sous toutes réserves, et comporte des incertitudes inhérentes à la conduite de tout projet de recherche. Elle résulte de l'appréciation de la direction de la société en fonction des critères suivants :

Une probabilité de 100% correspond à l'absence d'éléments susceptibles de remettre en cause la correcte finalisation du projet tant sur le plan technique que commercial.

Une probabilité de 50% signifie l'existence d'éléments susceptibles de compromettre le succès complet du projet. A ce stade, il peut être envisagé le succès partiel ou l'échec du projet.

Une probabilité de 0% se rapporte à la phase de notification de l'échec du projet. Le constat d'échec a été demandé par la société mais n'a pas été constaté par l'organisme à la clôture de l'exercice.

En 2007, la société s'était vue accorder une avance remboursable de 250 K€ par Oseo Innovation et par la Région Languedoc Roussillon, pour le programme « Dispositif robotisé d'assistance à la neurochirurgie présentant de nombreuses fonctionnalités : guidage stéréotaxique, guidage endoscope, guidage laser, guidage caméra ». Cette avance a été perçue par moitié en 2007 et 2008. Ce programme ayant débouché sur le projet ROSA, il a été estimé que les conditions de succès liées à ce projet étaient remplies, et qu'il convenait de procéder au remboursement de l'aide conformément au calendrier convenu. 30 K€ ont été remboursés en 2010, 40 K€ en 2011, 80 K€ au cours de l'exercice 2012/2013 et le solde de 100 K€ est intervenu le 18 décembre 2013.

En 2011, la société s'était vue accorder une avance remboursable de 800 K€ par Oseo et par la Région Languedoc Roussillon, pour le programme « Développement d'une plateforme robotique d'assistance à la chirurgie rachidienne (projet MALIBU) ». Cette avance a été perçue pour partie en 2011 à hauteur de 500 K€, le solde interviendra au cours du second semestre 2014 suite à un report de fin de programme au 30 juin 2014.

Echéancier de remboursement de l'avance conditionnée :

Avance conditionnée (en milliers d'euros)	OSEO n°A1101005J	Total
Montant à la clôture de l'exercice	500	500
Remboursements selon la convention :		
Inférieurs à 1 an		0
Inférieurs à 2 ans		0
Inférieurs à 3 ans	160	160
Au-delà de 3 ans	340	340
Probabilité de remboursement	100%	500

NOTE | 16 Etat des provisions

Provisions (en milliers d'euros)	Au début de l'exercice	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	A la fin de l'exercice
Sur titres immobilisés	15				15
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Provision garantie aux clients		28			28
Provision perte de change		13			13
Pour risques et charges	52				52
TOTAL	67	41	0	0	108

Dont dotations et reprises :

d'exploitation

28

financières

13

exceptionnelles

Deux salariés ont engagé une procédure prud'homale individuelle à l'encontre de la société MEDTECH. L'une des affaires a nécessité la comptabilisation d'une provision pour risque de 52 K€. La seconde n'a fait l'objet d'aucune provision compte tenu du faible risque d'aboutir.

Les ventes sont assorties d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

La provision pour perte de change correspond aux écarts de conversion actif comptabilisés sur des créances clients et des créances rattachées à des participations (Groupe).

La provision sur titres correspond à la dépréciation en totalité des titres de la société MAEGLIN SOFTWARE SAS (Cf. Note 8).

NOTE | 17 Emprunts et dettes financières

Emprunts et dettes financières (en milliers d'euros)	Capital restant dû	Moins d'1 an	D'1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Moins d'1 an à l'origine				
Plus d'1 an à l'origine	70	39	31	
TOTAL	70	39	31	0

Emprunts remboursés au cours du premier semestre de l'exercice : 38 K€

Coface :

Dans le cadre de la prospection commerciale réalisée à l'international, la société a bénéficié d'avances financières de la part de la Coface. Ces avances figurent en emprunts et dettes financières diverses pour un montant de 319 K€ au 31 décembre 2013.

Le remboursement de ces avances sera fonction du chiffre d'affaires qui sera réalisé au Canada et aux USA. Un remboursement doit être effectué au cours du deuxième semestre de l'exercice pour un montant de 43 K€.

NOTE | 18 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes d'exploitation (en milliers d'euros)	Montant brut	Moins d'1 an	D'1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 074	1 074		
Dettes fiscales et sociales				
<i>Personnel</i>	36	36		
<i>Organismes sociaux</i>	134	134		
<i>Etat, taxes sur le chiffre d'affaires</i>	6	6		
Autres dettes	2	2		
Produits constatés d'avance	172	172		
TOTAL	1 424	1 424	0	0

Le solde des dettes fournisseurs par antériorité, hors factures non parvenues, est détaillé ci-après :

Antériorité selon la date de facture (en milliers d'euros)	< 60 jours	De 60 jours à 90 jours	> 90 jours	Total
Dettes fournisseurs	778	146	0	924
% d'apurement à la date d'arrêté des comptes	51%	0%		43%

NOTE | 19 Comptes de régularisation passif

Les charges à payer incluses au passif du bilan se décomposent comme suit :

Charges à payer incluses dans les postes suivants (en milliers d'euros)	31/12/2013 (6 mois)	30/06/2013 (15 mois)
Emprunts et dettes financières		
Fournisseurs	148	150
Dettes fiscales et sociales	55	65
Autres dettes		
TOTAL	203	215

Produits constatés d'avance :

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 172 K€ au 31 décembre 2013. Ils ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée sur les périodes suivantes.

NOTE | 20 Chiffre d'affaires

Les produits de l'activité ordinaire sont détaillés ci-après :

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	France	Export	Total
Vente de produits finis	15	608	623
Prestations de services	63	36	99
Ventes de matériels	8	9	17
Locations de matériels	-	1	1
TOTAL	86	654	740

Le chiffre d'affaires est principalement composé de la vente de robots et des contrats de maintenance de ceux-ci.

NOTE | 21 Frais de recherche et développement

L'ensemble des frais investis par la société au cours du semestre dans le cadre de l'activité recherche et développement s'élève à 434 K€.

NOTE | 22 Effectif salarié

L'effectif moyen du personnel de la société à la fin du premier semestre de l'exercice s'élève à 19 salariés.

L'effectif moyen du personnel de la société au 30 juin 2013 s'élevait à 18 salariés.

NOTE | 23 Résultat exceptionnel

A la clôture de l'exercice, le résultat exceptionnel de 8 K€ est principalement lié à la cession d'élément d'actif.

NOTE | 24 Impôts sur les bénéfices

Impôt sur les bénéfices (en milliers d'euros)	31/12/2013 (6 mois)	30/06/2013 (15 mois)
Impôt sur le résultat	0	
Crédit d'impôt recherche	-250	-266
Crédit d'impôt compétitivité emploi	-6	-5
Impôt sur les bénéfices	-256	-271

NOTE | 25 Accroissement ou allègement de la dette future d'impôts

Le montant des déficits fiscaux reportables s'élève à 8 078 K€ à la clôture du premier semestre de l'exercice.

NOTE | 26 Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes s'élève à 6 K€ hors taxes au titre de l'arrêté des comptes du premier semestre de l'exercice.

NOTE | 27 Engagement au regard des droits individuels de formation

L'engagement de la société s'élève à 1 281 heures pour l'ensemble des salariés à la clôture du premier semestre de l'exercice.

NOTE | 28 Opérations avec les parties liées

Aucune opération avec les parties liées n'est à mentionner.

NOTE | 29 Engagements hors bilan

Engagements donnés

Emprunts bancaires :

La société a consenti un nantissement de son fonds de commerce pour la totalité de l'emprunt n° 208206009600 contracté auprès de la Société Générale dont le capital restant dû s'élève à 70 K€ au 31 décembre 2013.

Obligations contractuelles et autres engagements commerciaux :

La ventilation par échéance des obligations contractuelles et autres engagements commerciaux est présentée ci-après :

Obligations contractuelles et autres engagements commerciaux (en milliers d'euros)	Total	Paiements dus < 3 mois	Paiements dus > 3 mois et < 6 mois	Paiements dus > 6 mois et < 12 mois	Paiements dus > 12 mois
Contrats d'achats	néant				
Contrats de partenariat	néant				
Contrats de location simple :					
Loyer siège social	306	9	9	18	270
TOTAL	306	9	9	18	270

Contrats d'achats

Il n'existe aucun contrat d'achats dans la société.

Contrats de partenariat

Les contrats de partenariat conclus par la société ont été enregistrés en totalité en comptabilité au 31 décembre 2013. Ils ne font ainsi l'objet d'aucun engagement hors bilan.

Contrats de location simple

Les données comprennent uniquement les loyers du siège social correspondant à l'unique obligation contractuelle significative sur l'exercice. Un bail a ainsi été signé au titre des locaux occupés par la société à compter du 1er avril 2012. Ledit bail est conclu pour une durée de 9 années avec une faculté de résiliation triennale.

NOTE | 30 Tableau des filiales et des participations

Filiales et Participations (en milliers d'euros)	Capital Social	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T.	Résultat	Dividendes encaissés par la Sté
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu) :										
MEDTECH SURGICAL INC	4	16	100%	4	4	393	0	101	26	0
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
- Participations non reprises en A :										
a) Françaises :										
MAEGLIN SOFTWARE SAS	510	- 675	<1%	15	0	0	0	909	- 582	0
b) Etrangères										

Observations complémentaires

MEDTECH SURGICAL INC :

La filiale MEDTECH SURGICAL INC est de nationalité américaine. Les chiffres présentés ci-dessus concernent la situation arrêtée au 31 décembre 2013.

La société MEDTECH SURGICAL INC dispose de 397 K€ de trésorerie au 31 décembre 2013.

MAEGLIN SOFTWARE SAS :

Les chiffres indiqués correspondent aux dernières données comptables publiées. Il s'agit des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

NOTE | 31 Engagements en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Les engagements de retraites n'ont pas été évalués car le faible nombre de salariés et la moyenne d'âge peu élevée rendent la valeur de ceux-ci non significative.

NOTE | 32 Autres informations

La société, bien que détenant l'intégralité des parts d'une filiale, ne remplit pas les critères rendant obligatoire la production de comptes consolidés. Elle est ainsi exemptée d'une présentation de comptes consolidés.

4. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

(Période du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2013)

Aux Actionnaires
MEDTECH
Parc de Bellegarde
Bât. A
1, Chemin de Borie
34170 Castelnau le Lez

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société MEDTECH, relatifs à la période du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Nous précisons que votre société, établissant pour la première fois des comptes semestriels au 31 décembre 2013, les informations relatives à la période du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine de la société et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Montpellier, le 28 février 2014

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Céline Darnet

5. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes présentés dans le rapport financier semestriel au 31 décembre 2013, sont établis conformément aux normes comptables françaises applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, et du résultat de la société. J'atteste également que le rapport semestriel d'activité présente, à ma connaissance, un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées, ainsi qu'une description des principaux facteurs de risques et incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Monsieur Bertin Nahum ,
Président Directeur Général,